



Communiqué de presse

Sotteville-lès-Rouen, le 1^{er} Octobre 2021.

Fin de la présence humaine dans les trains entre Rouen/Le Havre et Rouen/Dieppe : un projet dangereux pour la Sécurité et la Sûreté des Voyageurs et à contre-sens d'un service public ferroviaire de qualité !

Tous les usagers de la SNCF, sans exception, peuvent raconter au moins un incident ou désagrément vécu dans un train : retards, annulations, altercations, agressions, etc. Et pourtant, la Direction de la SNCF veut supprimer la présence systématique des contrôleurs à bord des trains sur les lignes Rouen-Dieppe et Rouen-Le Havre, après l'avoir déjà supprimée sur les axes Le Havre/Fécamp, Yvetot/Rouen, Le Havre/Rolleville, Lisieux/Deauville.

Pire, l'argument utilisé pour expliquer ce projet prévu au prochain service (mi-décembre 2021), c'est la lutte anti-fraude (LAF). Aberrant ! Non-sens complet !

Les Cheminots et leurs Organisations Syndicales se doutaient que ce sujet risquait d'être remis sur la table après les élections régionales. Il avait déjà été en partie abandonné en 2018 sous l'action conjuguée des associations d'usagers, des élus politiques de proximité et des cheminots parce qu'il se heurtait également à une politique déjà incohérente de fermeture massive des guichets et de gares... la volonté affichée de la majorité au conseil régional pour le développement du rail se heurtait aux critiques nombreuses de tous bords... il avait donc dû être retiré.

Mais voilà, aujourd'hui la majorité a été reconduite pour 5 années, et la direction SNCF ressort de son chapeau ce funeste projet d'Accompagnement **Non Systématique** des Trains (ANS). Faut-il y voir un lien de cause à effet ?

Nous pensons que OUI !

D'autant que la Convention Régionale n'est pas très claire sur le sujet, et ne systématise pas dans les textes la présence humaine dans les trains.

Il ne tient donc qu'à M. Morin et sa majorité de nous faire mentir et d'user de son rôle d'Autorité Organisatrice de Transport à l'échelle régionale pour obliger la Direction à retirer ce mauvais projet !

Les conséquences seraient fortes pour les Cheminots évidemment, puisque c'est l'équivalent de 25 emplois directs menacés de suppression, après d'ailleurs avoir déjà fait – 20 emplois lors des mises en place depuis 2018 de cette même organisation sur les lignes Le Havre/ Fécamp, Yvetot/Rouen, Le Havre/Rolleville, Lisieux/Deauville.

Et c'est aussi une charge de travail et une responsabilité qui ne se portera plus que sur une seule personne dans le Train, le Conducteur, déjà fort empreint à se concentrer sur les process de sécurité...

Et même si en parallèle, la Direction évoque des appuis possibles par les services de la Police Ferroviaire (SUGE), nous ne sommes pas dupes puisqu'aujourd'hui nous faisons malheureusement tous les jours le triste constat que le nombre d'heures allouées à la Surveillance Générale (SUGE) n'est pas effectué faute d'effectif suffisant, car les peu de recrutements à l'échelle nationale sont exclusivement affectés à la région parisienne (Transilien).

Sans compter que cette organisation est clairement assumée par la direction SNCF qui souhaite la généraliser sur toutes les lignes normandes. A très court terme, c'est la disparition complète de l'Humain dans les Gares et les Trains !

Les conséquences d'une telle organisation seraient très prégnantes pour les voyageurs, puisque la présence humaine, déjà largement réduite dans les Gares, n'existerait plus dans les Trains.

Les missions quotidiennes de l'ASCT (Agent Service Commercial Trains), appelé communément contrôleur, ne seront plus assurées. En effet, s'il est en charge de contrôler les titres de transport, l'ASCT doit aussi assurer la sécurité des trains et la sûreté des voyageurs. En plus d'éventuellement dissuader de potentiels agresseurs par sa présence, il gère notamment les montées et descentes, informe en cas de situation perturbée, porte secours en cas de besoin, assiste les voyageurs à mobilité réduite, oriente les voyageurs, les renseigne...

Bref, ils assurent LE service, que l'entreprise publique de Service Public SNCF, Bien de la Nation, doit aux Citoyens !

Pour rappel, plusieurs régions ont déjà mis en place l'ANS, et le constat est clair : il y a globalement une baisse des recettes et une explosion des actes d'incivilités, d'agressions et des incidents «sûreté» en tous genres : vols, rackets, outrages...

Parfois même, certains accidents sur le territoire national, comme sur notre région normande d'ailleurs, ont démontré l'extrême importance d'une présence à bord des trains (exemples : en octobre 2019 avec l'accident dans la région de Reims qui avait déclenché un droit de retrait national de tous les ASCT et ADC, ou encore la dérive de Serqueux-Rouen où le contrôleur avec l'ADC ont été précieux pour éviter un drame, voire encore le rôle important de l'ASCT pour assister les voyageurs choqués lors de l'accident PN mortel Lisieux-Deauville, etc.)

L'ensemble des Organisations Syndicales cheminotes de Normandie (CGT, UNSA, SUD Rail, CFTD et FO) dénonce cette nouvelle attaque contre le Service public ferroviaire en Normandie.

Avec l'appui des Cheminot.e.s, ils ne laisseront pas faire, et s'engagent à lutter contre ce funeste projet !

Elles invitent la population et les usagers du rail à signer une pétition pour faire connaître leur exigence. En ligne sur <https://chng.it/2hkhKHPRYQ> ou en flashant le QR Code suivant :



Contacts Presse :

- **CGT** : CALLAY Christophe – Tél : 06 99 70 21 58 - Mèl : cheminotscgt.normandie@wanadoo.fr
- **UNSA** : LEGAY Laurent – Tél : 02 35 71 10 26 – Mèl : ur.normandie@unsa-ferroviaire.org
- **SUD Rail** : LEPENNETIER David – Tél : 02 35 73 34 12 – Mèl : sud.rail.normandie@gmail.com
- **CFTD** : JARRIGE Jonathan – Tél : 06 71 14 37 24 – Mèl : jjcftd@hotmail.com
- **FO** : LONCKE Michaël – Tél : 06 80 23 66 23 – Mèl : cheminots.fo.rouen@orange.fr